

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 99 — 864

[C - 99/03180]

15 MARS 1999. — Loi relative au contentieux en matière fiscale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la législation fiscale*

Section première. — Impôts sur les revenus et taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Sous-Section Première. — Modifications apportées au Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 2. Dans le titre VI, chapitre premier, section III, du Code des impôts sur les revenus 1992, l'intitulé de la sous-section III est remplacé par l'intitulé suivant :

"Sous-section III. - Exigibilité du précompte".

Art. 3. A l'article 267 du même Code, modifié par la loi du 4 avril 1995 et par la loi du 20 mars 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "la déduction" sont remplacés par les mots "l'exigibilité";

2° à l'alinéa 4, les mots "la déduction" sont remplacés par les mots "l'exigibilité".

Art. 4. A l'article 273 du même Code, modifié par la loi du 28 décembre 1992, les mots "est dû" sont remplacés par les mots "est exigible".

Art. 5. L'article 297, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 7 avril 1995, est abrogé.

Art. 6. L'article 298 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Les rôles sont formés et rendus exécutoires par le directeur général des contributions ou par le fonctionnaire délégué pour l'impôt et pour les précomptes, en principal, additionnels et accroissements, au profit de l'Etat, des communautés, des régions, des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes et des communes, ainsi que pour les amendes. Les contraintes sont décernées par les receveurs des contributions. » .

Art. 7. A l'article 304, § 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 6 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le précompte immobilier fait l'objet de rôles. Les impositions au précompte immobilier qui sont afférentes à un revenu cadastral inférieur à 600 francs par article de la matrice cadastrale ne sont pas portées au rôle. » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« A défaut de paiement dans le délai prévu à l'article 412, les impositions au précompte mobilier et au précompte professionnel sont toujours portées au rôle, quel qu'en soit le montant. » ;

3° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Sauf dans les cas prévus aux articles 225, alinéa 1^{er}, et 248, alinéa 1^{er}, les impositions à l'impôt des personnes physiques, à l'impôt des sociétés, à l'impôt des personnes morales et à l'impôt des non-résidents, sont toujours portées au rôle, quel qu'en soit le montant, mais ce montant n'est pas recouvré ou remboursé lorsqu'il n'atteint pas 100 francs, après imputation des précomptes, versements anticipés et autres éléments. » .

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 99 — 864

[C - 99/03180]

**15 MAART 1999. — Wet betreffende de beslechting
van fiscale geschillen (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de fiscale wetgeving*

Afdeling 1. — Inkomstenbelastingen en met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Onderafdeling 1. — Wijzigingen aangebracht in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 2. In titel VI, hoofdstuk I, afdeling III, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt het opschrift van de onderafdeling III vervangen door het volgende opschrift :

« Onderafdeling III. — Opeisbaarheid van de voorheffing ».

Art. 3. In artikel 267 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 4 april 1995 en bij de wet van 20 maart 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « het verschuldigd zijn » vervangen door de woorden « de opeisbaarheid »;

2° in het vierde lid worden de woorden « het verschuldigd zijn » vervangen door de woorden « de opeisbaarheid ».

Art. 4. In artikel 273 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992, worden de woorden « is verschuldigd » vervangen door de woorden « is opeisbaar ».

Art. 5. Artikel 297, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 7 april 1995, wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 298 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De kohieren worden voor de belasting en voor de voorheffingen, in hoofdsom, opcentiemen en verhogingen, ten behoeve van de Staat, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten en de gemeenten, alsook voor de boeten, door de directeur-generaal der belastingen of door de gedelegeerde ambtenaar opgemaakt en uitvoerbaar verklaard. De dwangschriften worden uitgevaardigd door de ontvangers der belastingen. ».

Art. 7. In artikel 304, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd, wat de Franse tekst betreft, bij de wet van 6 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid:

« De onroerende voorheffing wordt opgenomen in kohieren. Aanslagen in de onroerende voorheffing die betrekking hebben op een kadastraal inkomen van minder dan 600 frank per artikel van de kadastrale legger worden niet in een kohier opgenomen. »;

2° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Bij ontstentenis van betaling binnen de in artikel 412 gestelde termijn worden de aanslagen in de roerende voorheffing en in de bedrijfsvoorheffing altijd ten kohiere gebracht, ongeacht het bedrag ervan. »;

3° tussen het tweede en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Behoudens in de gevallen bepaald bij de artikelen 225, eerste lid, en 248, eerste lid, worden de aanslagen in de personenbelasting, in de vennootschapsbelasting, in de rechtspersonenbelasting en in de belasting van niet-inwoners altijd ten kohiere gebracht, onafgezien het bedrag ervan, maar dit bedrag wordt niet gevorderd of teruggegeven wanneer het na verrekening van de voorheffingen, voorafbetalingen en andere bestanddelen kleiner is dan 100 frank. ».

Art. 8. L'article 307 du même Code est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. Dans les conditions définies par le Roi, le contribuable peut également fournir les données demandées dans la formule de déclaration au moyen d'imprimés informatiques ou de supports d'information électroniques. » .

Art. 9. L'article 327, § 5, du même Code, modifié par la loi du 28 décembre 1992 et l'arrêté royal du 22 décembre 1995, est abrogé.

Art. 10. L'article 332 du même Code est abrogé.

Art. 11. L'article 333, alinéa 2, du même Code, est complété par ce qui suit :

« et dans le délai prévu à l'article 354, alinéa 4. » .

Art. 12. A l'article 337 du même Code, modifié par la loi du 6 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Les fonctionnaires de l'administration des contributions directes restent également dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils accueillent une demande de consultation, d'explication ou de communication relative à la situation fiscale d'un contribuable, émanant de son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement. »;

2° à l'alinéa 4, les mots " l'alinéa précédent " sont remplacés par les mots " l'alinéa 2 ";

3° à l'alinéa 5, les mots " l'alinéa 3 " sont remplacés par les mots " l'alinéa 4 ".

Art. 13. L'article 343 du même Code, modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1996, est abrogé.

Art. 14. L'article 347 du même Code, modifié par la loi du 6 juillet 1994, est abrogé.

Art. 15. L'article 348 du même Code est abrogé.

Art. 16. L'article 349 du même Code est abrogé.

Art. 17. L'article 350 du même Code est abrogé.

Art. 18. A l'article 353, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "ou aux dispositions prises en exécution de l'article 312" sont supprimés.

Art. 19. A l'article 354 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "soit aux articles 307 à 311, soit aux dispositions prises en exécution de l'article 312" sont remplacés par les mots "aux articles 307 à 311";

2° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le précompte immobilier, l'amende administrative, et, dans la mesure où ils ne sont pas payés dans le délai prévu à l'article 412, le précompte mobilier et le précompte professionnel peuvent également être établis dans le délai fixé aux deux alinéas qui précèdent. » ;

3° à l'alinéa 4, les mots "Lorsque le contribuable a introduit une réclamation conformément aux articles 366 à 373" sont remplacés par les mots "Lorsque le contribuable ou le conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, a introduit une réclamation conformément aux articles 366 et 371 "et les mots "douze mois" sont remplacés par les mots "six mois".

Art. 20. L'article 355 du même Code, modifié par la loi du 6 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 355.- Lorsqu'une imposition a été annulée pour n'avoir pas été établie conformément à une règle légale autre qu'une règle relative à la prescription, l'administration peut, même si le délai fixé pour l'établissement de la cotisation est alors écoulé, établir à charge du même redevable, une nouvelle cotisation en raison de tout ou partie des mêmes éléments d'imposition, dans les trois mois de la date à laquelle la décision du directeur des contributions ou du fonctionnaire délégué par lui n'est plus susceptible de recours en justice.

Art. 8. Artikel 307 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een paragraaf 5 luidend als volgt :

« § 5. De belastingplichtige kan onder de door de Koning bepaalde voorwaarden de in het aangifteformulier gevraagde gegevens eveneens verstrekken bij middel van computerafdrukken of van elektronische informatiedragers. ».

Art. 9. Artikel 327, § 5, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992 en bij koninklijk besluit van 22 december 1995, wordt opgeheven.

Art. 10. Artikel 332 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 333, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« en in de termijn bedoeld in artikel 354, vierde lid. ».

Art. 12. In artikel 337 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het tweede en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« De ambtenaren van de administratie der directe belastingen oefenen eveneens hun ambt uit wanneer zij met betrekking tot de fiscale toestand van een belastingplichtige een vraag om raadpleging, uitleg of mededeling inwilligen van de echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd. ».

2° in het vierde lid worden de woorden « het vorige lid » vervangen door de woorden « het tweede lid »;

3° in het vijfde lid worden de woorden « het derde lid » vervangen door de woorden « het vierde lid ».

Art. 13. Artikel 343 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel 347 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1994, wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 348 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 349 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 350 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 353, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervallen de woorden « of van ter uitvoering van artikel 312 genomen bepalingen ».

Art. 19. In artikel 354 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « hetzij bij de artikelen 307 tot 311, hetzij ter uitvoering van artikel 312 genomen bepalingen » vervangen door de woorden « bij de artikelen 307 tot 311 »;

2° het derde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De onroerende voorheffing, de administratieve boete en, voor zover ze niet binnen de in artikel 412 gestelde termijn zijn betaald, de roerende voorheffing en de bedrijfsvoorheffing mogen eveneens worden gevestigd binnen de termijn bepaald in de twee vorige leden. » ;

3° in het vierde lid, worden de woorden "Wanneer de belastingplichtige binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van 3 jaar, overeenkomstig de artikelen 366 tot 373 een bezwaarschrift heeft ingediend" vervangen door de woorden "Wanneer de belastingplichtige of de echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van 3 jaar, overeenkomstig de artikelen 366 tot 371 een bezwaarschrift heeft ingediend" en de woorden "twaalf maanden" vervangen door de woorden "zes maanden".

Art. 20. Artikel 355 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd, wat de Franse tekst betreft, bij de wet van 6 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 355. - Wanneer een aanslag nietig verklaard is omdat hij niet werd gevestigd overeenkomstig een wettelijke regel, met uitzondering van een regel betreffende de verjaring, kan de administratie, zelfs wanneer de voor het vestigen van de aanslag gestelde termijn reeds is verlopen, ten name van dezelfde belastingschuldige, op grond van dezelfde belastingelementen of op een gedeelte ervan, een nieuwe aanslag vestigen binnen drie maanden vanaf de datum waarop de beslissing van de directeur van de belastingen of van de door hem gedelegeerde ambtenaar niet meer voor de rechter kan worden gebracht.

Lorsque l'imposition annulée a donné lieu à la restitution d'un précompte ou d'un versement anticipé, il est tenu compte de cette restitution lors de l'établissement de la nouvelle cotisation de remplacement. » .

Art. 21. L'article 356 du même Code, modifié par la loi du 6 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 356.- Lorsqu'une décision du directeur des contributions ou du fonctionnaire délégué par lui fait l'objet d'un recours en justice, et que la juridiction saisie prononce la nullité totale ou partielle de l'imposition pour une cause autre que la prescription, l'administration peut même en dehors des délais prévus aux articles 353 et 354, soumettre à l'appréciation de la juridiction saisie qui statue sur cette demande, une cotisation subsidiaire à charge du même redevable et en raison de tout ou partie des mêmes éléments d'imposition que la cotisation initiale.

Lorsque l'imposition dont la nullité est prononcée par la juridiction, a donné lieu à la restitution d'un précompte ou d'un versement anticipé, il est tenu compte de cette restitution lors du calcul de la cotisation subsidiaire soumise à l'appréciation de la juridiction.

La cotisation subsidiaire n'est recouvrable ou remboursable qu'en exécution de la décision de la juridiction saisie.

Cette cotisation subsidiaire est soumise à la juridiction par requête signifiée au redevable; la requête est signifiée avec assignation à comparaitre, lorsqu'il s'agit d'un redevable assimilé en vertu de l'article 357. » .

Art. 22. Au titre VII, chapitre VI, du même Code, la section III, comprenant l'article 365, est abrogée.

Art. 23. Au titre VII, chapitre VII, du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

A) l'intitulé du chapitre est remplacé par l'intitulé suivant : "Voies de recours ";

B) l'intitulé de la section Ière est remplacé par l'intitulé suivant : "Recours administratif";

C) la subdivision de la section Ière en sous-sections est supprimée;

D) l'intitulé "Section II - Dégrevements d'office" est supprimé.

Art. 24. L'article 366 du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 366. - Le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peut se pourvoir en réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris tous additionnels, accroissements et amendes, auprès du directeur des contributions dans le ressort duquel l'imposition, l'accroissement et l'amende ont été établis. » .

Art. 25. L'article 367 du même Code, remplacé par la loi du 6 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 367.- La réclamation dirigée contre une imposition établie sur des éléments contestés, vaut d'office pour les autres impositions établies sur les mêmes éléments, ou en supplément avant décision du directeur des contributions ou du fonctionnaire délégué par lui, alors même que seraient expirés les délais de réclamation contre ces autres impositions. » .

Art. 26. L'article 368 du même Code est abrogé.

Art. 27. L'article 370 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 370.- Il est accusé réception au réclamant en mentionnant la date de réception de la réclamation. » .

Art. 28. L'article 371 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 371.- Les réclamations doivent être motivées et introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation ou de l'avis de cotisation ou de celle de la perception des impôts perçus autrement que par rôle. » .

Wanneer de vernietigde aanslag tot een teruggave van een voorheffing of voorafbetaling aanleiding heeft gegeven, wordt bij de vestiging van de nieuwe vervangende aanslag rekening gehouden met deze teruggave. " .

Art. 21. Artikel 356 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd, wat de Franse tekst betreft, bij de wet van 6 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 356. - Wanneer tegen een beslissing van de directeur van de belastingen of van de door hem gedelegeerde ambtenaar beroep is aangetekend, en het gerecht de aanslag geheel of ten dele nietig verklaart om een andere reden dan verjaring, kan de administratie zelfs buiten de termijnen bepaald in de artikelen 353 en 354, een subsidiaire aanslag op naam van dezelfde belastingschuldige en op grond van alle of een deel van dezelfde belastingelementen als de oorspronkelijke aanslag, ter beoordeling voorleggen aan het gerecht, dat uitspraak doet over dat verzoek.

Wanneer de aanslag waarvan de nietigheid door het gerecht wordt uitgesproken, aanleiding heeft gegeven tot een teruggave van een voorheffing of voorafbetaling, wordt bij de berekening van de aan het oordeel van het gerecht onderworpen subsidiaire aanslag rekening gehouden met deze teruggave.

De subsidiaire aanslag is slechts invorderbaar of terugbetaalbaar ter uitvoering van de beslissing van het gerecht.

Die subsidiaire aanslag wordt aan het gerecht onderworpen door een aan de belastingschuldige betekend verzoekschrift; het verzoekschrift wordt betekend met dagvaarding om te verschijnen, wanneer het een overeenkomstig artikel 357 gelijkgestelde belastingschuldige betreft. " .

Art. 22. In titel VII, hoofdstuk VI, van hetzelfde Wetboek, wordt afdeling III, dat het artikel 365 bevat, opgeheven.

Art. 23. In titel VII, hoofdstuk VII, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het opschrift van het hoofdstuk wordt vervangen door het volgende opschrift : "Rechtsmiddelen";

B) het opschrift van afdeling I wordt vervangen door het volgende opschrift : "Administratief beroep";

C) de onderverdeling van afdeling I in onderafdelingen vervalt;

D) het opschrift "Afdeling II — Ontheffing van ambtswege" vervalt.

Art. 24. Artikel 366 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 366. - De belastingschuldige, alsmede zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, kan tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, opcentiemen, verhogingen en boeten inbegrepen, schriftelijk bezwaar indienen bij de directeur der belastingen in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhoging en de boete zijn gevestigd. » .

Art. 25. Artikel 367 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd wat de Franse tekst betreft bij de wet van 6 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 367. - Het bezwaarschrift gericht tegen een aanslag die gevestigd is op betwiste bestanddelen, geldt van ambtswege voor de andere aanslagen gevestigd op dezelfde bestanddelen of als supplement vóór de beslissing van de directeur der belastingen of van de door hem gedelegeerde ambtenaar, zelfs wanneer de termijnen tot bezwaar tegen die andere aanslagen zouden zijn verstreken. » .

Art. 26. Artikel 368 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 27. Artikel 370 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 370. - Aan de bezwaarindiener wordt een ontvangstbewijs uitgereikt dat de datum van ontvangst van het bezwaarschrift vermeldt. » .

Art. 28. Artikel 371 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 371. - De bezwaarschriften moeten worden gemotiveerd en op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum van verzending van het aanslagbiljet waarop de bezwaartermijn vermeld staat of van de kennisgeving van de aanslag of vanaf de datum van de inning van de belastingen op een andere wijze dan per kohier. » .

Art. 29. L'article 372 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 372.- Aussi longtemps qu'une décision n'est pas intervenue, le redevable ou son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peut compléter sa réclamation initiale par des griefs nouveaux, libellés par écrit, même présentés en dehors des délais prévus à l'article 371. » .

Art. 30. L'article 373 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 373.- Lorsqu'un supplément d'imposition est établi pour un exercice d'imposition déterminé en vertu des articles 353 ou 354 et que la cotisation nouvelle fait apparaître, dans le chef du même redevable, l'existence d'une surtaxe corrélative pour un ou plusieurs exercices d'imposition, le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, peut, dans un délai de trois mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle comportant le supplément d'imposition, se pourvoir en réclamation contre cette surtaxe. » .

Art. 31. A l'article 374 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "les articles 315 à 318, 322 à 330, 333 à 336, 339 à 343 et 346 à 350" sont remplacés par les mots "les articles 315 à 319, 322 à 330, 333 à 336, 339 à 343 et 346";

2° à l'alinéa 2, les mots "établissements ou organismes de crédit et de l'Office des Chèques postaux" sont remplacés par les mots "établissements de crédit soumis à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit";

3° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Si le réclamant en a fait la demande dans sa réclamation, il sera entendu. A cet effet, il sera invité à se présenter dans un délai de trente jours. » .

Art. 32. L'article 375 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 375.- § 1^{er}. Le directeur des contributions ou le fonctionnaire délégué par lui, statue, en tant qu'autorité administrative, par décision motivée sur les griefs formulés par le redevable ou par son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement.

La décision est notifiée par lettre recommandée à la poste. Cette décision est irrévocable à défaut d'intentement d'une action auprès du tribunal de première instance, dans le délai fixé par l'article 1385undecies du Code judiciaire.

§ 2. Il ne lui est pas permis d'établir, par sa décision, un supplément d'imposition ou de réaliser la compensation entre un dégrèvement reconnu justifié et une insuffisance d'imposition qui aurait été constatée. » .

Art. 33. L'article 376 du même Code, modifié en ce qui concerne le texte néerlandais, par la loi du 6 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 376.- § 1^{er}. Le directeur des contributions ou le fonctionnaire délégué par lui, accorde d'office le dégrèvement des surtaxes résultant d'erreurs matérielles, de doubles emplois, ainsi que de celles qui apparaîtraient à la lumière de documents ou faits nouveaux probants, dont la production ou l'allégation tardive par le redevable est justifiée par de justes motifs, à condition que :

1° ces surtaxes aient été constatées par l'administration ou signalées à celle-ci par le redevable ou par son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle l'impôt a été établi;

2° la taxation n'ait pas déjà fait l'objet d'une réclamation ayant donné lieu à une décision définitive sur le fond.

§ 2. N'est pas considéré comme constituant un élément nouveau, un nouveau moyen de droit ni un changement de jurisprudence.

Art. 29. Artikel 372 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 372. - Zolang geen beslissing is gevallen mag de belastingsschuldige of zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, zijn oorspronkelijk bezwaarschrift aanvullen met nieuwe, schriftelijk geformuleerde bezwaren, zelfs als deze buiten de in artikel 371 gestelde termijn worden ingediend. » .

Art. 30. Artikel 373 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 373. - Wanneer een aanvullende aanslag voor een bepaald aanslagjaar gevestigd wordt krachtens artikel 353 of 354 en de nieuwe aanslag ten name van dezelfde belastingsschuldige voor één of meer aanslagjaren een correlatieve overbelasting doet ontstaan, kan de belastingsschuldige, alsmede zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, binnen een termijn van drie maanden met ingang van de verzendingsdatum van het aanslagbiljet dat de aanvullende aanslag omvat, een bezwaarschrift tegen bedoelde overbelasting indienen. » .

Art. 31. In artikel 374 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de artikelen 315 tot 318, 322 tot 330, 333 tot 336, 339 tot 343 en 346 tot 350" vervangen door de woorden "de artikelen 315 tot 319, 322 tot 330, 333 tot 336, 339 tot 343 en 346";

2° in het tweede lid worden de woorden "kredietinstellingen of -inrichtingen en van het Bestuur der postchecks" vervangen door de woorden "kredietinstellingen onderworpen aan de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen";

3° het derde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« Wanneer de bezwaarindiener zulks in zijn bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden gehoord. Te dien einde zal hij worden uitgenodigd zich binnen een termijn van dertig dagen aan te melden. » .

Art. 32. Artikel 375 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 375. - § 1. De directeur der belastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar doet, als administratieve overheid, uitspraak bij met redenen omklede beslissing nopens de bezwaren aangevoerd door de belastingsschuldige of door zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd.

De kennisgeving van de beslissing geschiedt bij ter post aangetekende brief. Deze beslissing is onherroepelijk wanneer geen vordering is ingesteld bij de rechtbank van eerste aanleg binnen de in artikel 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek vermelde termijn.

§ 2. Het is hem niet toegelaten bij zijn beslissing een aanvullende aanslag te vestigen, noch de compensatie te verwezenlijken tussen een rechtmatig bevonden ontheffing en een ontoereikendheid van aanslag die zou zijn vastgesteld. » .

Art. 33. Artikel 376 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 376. - § 1. De directeur der belastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar verleent ambtshalve ontheffing van de overbelastingen die voortvloeien uit materiële vergissingen, uit dubbele belasting, alsmede van die welke zouden blijken uit afdoende bevonden nieuwe bescheiden of feiten waarvan het laattijdig overleggen of inroepen door de belastingsschuldige wordt verantwoord door gewettigde redenen en op voorwaarde dat :

1° die overbelastingen door de administratie werden vastgesteld of door de belastingsschuldige of door zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, aan de administratie werden bekendgemaakt binnen drie jaar vanaf 1 januari van het jaar waarin de belasting is gevestigd;

2° de aanslag niet reeds het voorwerp is geweest van een bezwaarschrift, dat aanleiding heeft gegeven tot een definitieve beslissing nopens de grond.

§ 2. Als nieuw gegeven wordt niet beschouwd een nieuw rechtsmiddel of een wijziging van jurisprudentie.

§ 3. Le directeur des contributions ou le fonctionnaire délégué par lui accorde aussi d'office le dégrèvement :

1° des excédents de précomptes et versements anticipés visés à l'article 304, § 2, pour autant que ces excédents aient été constatés par l'administration ou signalés à celle-ci par le redevable ou par son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition auquel appartient l'impôt sur lequel ces précomptes et versements anticipés sont imputables;

2° des réductions résultant de l'application des articles 88, 131 à 135, 138, 139, 146 à 156 et 257, pour autant que le fait générateur de ces réductions ait été constaté par l'administration ou signalé à celle-ci par le redevable ou par son conjoint sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition auquel appartient l'impôt sur lequel ces réductions doivent être accordées.

§ 4. Le Roi détermine les conditions et modalités de restitution d'office des versements anticipés visés aux articles 157 à 168 et 175 à 177 qui n'ont pas encore été imputés sur l'impôt réellement dû. » .

Art. 34. Au titre VII, chapitre VII, du même Code, la section III, comprenant les articles 377 à 392, est remplacée par les dispositions suivantes :

« Section II. - Dispositions particulières en matière de recours judiciaire

Art. 377.- Les délais d'opposition, d'appel et de cassation, ainsi que l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation sont suspensifs de l'exécution de la décision de justice.

Art. 378.- Le pourvoi en cassation est introduit par requête contenant, à peine de nullité, un exposé sommaire des moyens et l'indication des lois violées. La requête peut être signée et déposée pour le demandeur par un avocat. » .

Art. 35. L'article 394bis du même Code, inséré par la loi du 28 juillet 1992, est abrogé.

Art. 36. L'article 409 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. 409. - En cas de réclamation, de demande de dégrèvement visée à l'article 376 ou d'action en justice, l'imposition contestée, en principal, additionnels et accroissements, augmentée des intérêts et des frais y afférents, peut faire l'objet pour le tout de saisies conservatoires, de voies d'exécution ou de toutes autres mesures destinées à en garantir le recouvrement. » .

Art. 37. L'article 410 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. 410.- Toutefois, en cas de réclamation, de demande de dégrèvement visée à l'article 376 ou d'action en justice, l'imposition contestée en principal, additionnels et accroissements, augmentée des intérêts y afférents, est considérée comme une dette liquide et certaine et peut être recouvrée par voies d'exécution, ainsi que les frais de toute nature, dans la mesure où elle correspond au montant des revenus déclarés ou lorsqu'elle a été établie d'office à défaut de déclaration, dans la mesure où elle n'excède pas la dernière imposition définitivement établie à charge du redevable pour un exercice d'imposition antérieur.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les revenus sur lesquels le contribuable a marqué son accord au cours de la procédure d'établissement de l'impôt sont assimilés aux revenus déclarés.

Dans les cas spéciaux, le directeur des contributions peut faire surseoir au recouvrement dans la mesure et aux conditions qu'il détermine. » .

Art. 38. L'article 411 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 411.- Après recouvrement de l'imposition dans la mesure déterminée à l'article 410, la saisie-exécution conserve ses effets à l'égard du reliquat de l'impôt ou du précompte en principal, additionnels et accroissements, des intérêts et des frais.

Pour l'application des articles 409 et 410, l'action en justice relative à l'imposition contestée s'entend de la première instance, de l'instance d'appel et de l'instance en cassation. » .

§ 3. De directeur der belastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar verleent ook ambtshalve ontheffing :

1° van het overschot van de voorheffingen en voorafbetalingen als bedoeld in artikel 304, § 2, voor zover dit overschot door de administratie werd vastgesteld of door de belastingschuldige of door zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, aan de administratie werd bekendgemaakt binnen drie jaar vanaf 1 januari van het aanslagjaar waartoe de belasting behoort waarmede deze voorheffingen en voorafbetalingen zijn te verrekenen;

2° van de verminderingen voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 88, 131 tot 135, 138, 139, 146 tot 156 en 257 voor zover het tot die verminderingen aanleiding gevend feit door de administratie werd vastgesteld of door de belastingschuldige of door zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, aan de administratie werd bekendgemaakt binnen drie jaar vanaf 1 januari van het aanslagjaar waartoe de belasting behoort waarop die verminderingen moeten worden verleend.

§ 4. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder en de wijze waarop ambtshalve teruggave wordt verleend van de in de artikelen 157 tot 168 en 175 tot 177 genoemde voorafbetalingen die nog niet met de werkelijk verschuldigde belasting werden verrekend. »

Art. 34. In titel VII, hoofdstuk VII, van hetzelfde Wetboek, wordt afdeling III, die de artikelen 377 tot 392 bevat, vervangen door de volgende bepalingen :

« Afdeling II. — Bijzondere bepalingen inzake rechtsmiddelen

Art. 377. - De termijnen van verzet, hoger beroep en cassatie, alsmede het verzet, het hoger beroep en de voorziening in cassatie schorsen de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke beslissing.

Art. 378. - De voorziening in cassatie wordt ingesteld bij verzoekschrift dat, op straffe van nietigheid, een bondige uiteenzetting van de middelen en de aanduiding van de geschonden wetten bevat. Het verzoekschrift mag voor de eiser door een advocaat ondertekend en neergelegd worden. » .

Art. 35. Artikel 394bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 28 juli 1992, wordt opgeheven.

Art. 36. Artikel 409 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende tekst :

« Art. 409. - In geval van bezwaar, van een in artikel 376 bedoelde aanvraag om ontheffing of van een vordering in rechte, kan de betwiste aanslag, in hoofdsom, opcentiemen en verhogingen, vermeerderd met de erop betrekking hebbende interesten en kosten, voor het geheel het voorwerp zijn van bewarende beslagen, van middelen tot tenuitvoerlegging of van alle andere maatregelen, welke ertoe strekken de invordering te waarborgen. » .

Art. 37. Artikel 410 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende tekst :

« Art. 410. - Evenwel wordt in geval van bezwaar, van een in artikel 376 bedoelde aanvraag om ontheffing of van een vordering in rechte, de betwiste aanslag in hoofdsom, opcentiemen en verhogingen, vermeerderd met de daarop betrekking hebbende interesten, beschouwd als zekere en vaststaande schuld en kan, evenals de kosten van alle aard, door middelen van tenuitvoerlegging worden ingevorderd, in de mate dat zij overeenstemt met het bedrag van de aangegeven inkomsten of, wanneer zij ambtshalve werd gevestigd bij niet-aangifte, voor zover zij niet meer bedraagt dan de laatste aanslag welke, voor een vorig aanslagjaar, definitief gevestigd werd ten laste van de belastingschuldige.

Voor de toepassing van het eerste lid worden de inkomsten waaraan de belastingschuldige tijdens de procedure van vestiging van de belasting zijn goedkeuring heeft gehecht, gelijkgesteld met de aangegeven inkomsten.

In bijzondere gevallen kan de directeur der belastingen de invordering doen uitstellen, in zover en onder de voorwaarden door hem te bepalen. » .

Art. 38. Artikel 411 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 411. - Na invordering van de aanslag in de mate bepaald in artikel 410 behoudt het uitvoerend beslag zijn uitwerking ten opzichte van het overschot van de belasting of van de voorheffing in hoofdsom, opcentiemen en verhogingen, van de interesten en de kosten.

Voor de toepassing van de artikelen 409 en 410 omvat de rechtsvordering met betrekking tot de betwiste aanslag de eerste aanleg, het hoger beroep en de cassatie. » .

Art. 39. Dans le titre VII, chapitre VIII, du même Code, l'intitulé de la section IV est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section IV. - Délai de paiement des précomptes et des impôts ».

Art. 40. L'article 412 du même Code, modifié par la loi du 28 juillet 1992, est complété par l'alinéa suivant :

« Les mesures d'exécution forcée relatives aux précomptes visés aux alinéas 1^{er} à 5 doivent toutefois être précédées d'une reprise au rôle, conformément à l'article 304. » .

Art. 41. L'article 413 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 413.- Les impôts directs et le précompte immobilier portés au rôle conformément à l'article 304 sont exigibles à la date à laquelle le rôle a été rendu exécutoire. Ils doivent être payés dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Les impôts et les précomptes doivent être acquittés sans délai pour leur totalité lorsque les droits du Trésor sont en péril.

Si le redevable conteste que les droits du Trésor sont en péril, il est statué sur la contestation suivant les formes du référé, par le juge des saisies du lieu du bureau où la perception doit être faite. » .

Art. 42. A l'article 414 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Cet intérêt est calculé par mois civil pour chaque cotisation sur la somme restant due, arrondie au millier inférieur, à partir soit du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance, soit à partir du premier jour du mois qui suit celui du paiement précédent pour autant qu'une somme ait été imputée sur la dette en principal, jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel a lieu le paiement. » ;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. A défaut de notification de la décision visée à l'article 375, § 1^{er}, dans les six mois de la date de réception de la réclamation, l'intérêt de retard prévu au § 1^{er} n'est pas dû sur la partie de la cotisation qui excède le montant déterminé conformément à l'article 410, pendant la période commençant au premier du mois qui suit celui de l'expiration du délai de six mois et allant jusqu'à la fin du mois de l'introduction de la demande conformément à l'article 1385undecies du Code judiciaire et, en l'absence d'une telle demande, jusqu'à la fin du mois au cours duquel la décision précitée a été notifiée. » .

Art. 43. A l'article 418 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "En cas de restitution d'impôts, des intérêts moratoires sont alloués" sont remplacés par les mots "En cas de remboursement d'impôts, de précomptes, de versements anticipés, d'intérêts de retard, d'accroissements d'impôts ou d'amendes administratives, un intérêt moratoire est alloué";

2° à l'alinéa 3, les mots "Les intérêts sont calculés" sont remplacés par les mots "Cet intérêt est calculé par mois civil".

Art. 44. L'article 419 du même Code, modifié par la loi du 28 décembre 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 419.- Aucun intérêt moratoire n'est alloué :

1° lorsque son montant n'atteint pas 200 francs par mois;

2° lorsque le remboursement résulte de la remise ou de la modération d'une amende ou d'un accroissement, accordée à titre de grâce;

3° en cas de remboursement d'excédent de précompte professionnel, de précompte mobilier ou de versements anticipés, au bénéficiaire des revenus, au plus tard à l'expiration du deuxième mois qui suit le mois au cours duquel le délai d'imposition visé à l'article 359 ou à l'article 353, a expiré;

4° en cas de remboursement de sommes versées à titre de précompte mobilier ou à titre de précompte professionnel, à leurs redevables visés aux articles 261 et 270;

5° en cas de remboursement de versements anticipés, en application de l'article 376, § 4.

Lorsque le remboursement intervient après l'expiration du délai fixé à l'alinéa 1^{er}, 3°, l'intérêt moratoire est dû à partir du jour suivant ce délai. » .

Art. 39. In titel VII, hoofdstuk VIII, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van afdeling IV vervangen door het volgende opschrift :

« Afdeling IV. - Betaaltermijn van voorheffingen en belastingen ».

Art. 40. Artikel 412 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1992, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Gedwongen tenuitvoerlegging met betrekking tot de voorheffingen vermeld in het eerste tot vijfde lid moet evenwel worden voorafgegaan door opneming ervan in kohieren overeenkomstig artikel 304. » .

Art. 41. Artikel 413 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 413. - De krachtens artikel 304 ten kohiere gebrachte directe belastingen en onroerende voorheffing zijn opeisbaar op de datum van uitvoerbaarverklaring van het kohier. Zij moeten betaald worden binnen twee maanden na de toezending van het aanslagbiljet.

De belastingen en de voorheffingen moeten over hun geheel onverwijld worden vereffend wanneer de rechten van de Schatkist in het gedrang komen.

Wanneer de belastingschuldige betwist dat de rechten van de Schatkist in gevaar verkeren, wordt er over de betwisting uitspraak gedaan zoals in kort geding door de beslagrechter van de plaats van het kantoor waar de belasting moet worden geïnd. » .

Art. 42. In artikel 414 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het derde lid vervangen door het volgende lid :

« Die interest wordt voor elke aanslag per kalendermaand berekend op de nog verschuldigde som, afgerond op het lagere duizendtal, hetzij vanaf de eerste dag van de maand volgend op de vervaldag, hetzij vanaf de eerste dag van de maand volgend op de vorige betaling voor zover een som werd aangerekend op de hoofdsom van de schuld, tot op de laatste dag van de maand waarin de betaling plaatsgrijpt. » ;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Geschiedt de kennisgeving van de in artikel 375, § 1, bedoelde beslissing niet binnen zes maanden na de datum van de ontvangst van het bezwaarschrift, dan is de in § 1 bedoelde nalatigheidsinterest niet verschuldigd voor het gedeelte van de aanslag dat hoger is dan het overeenkomstig artikel 410 vastgestelde bedrag, gedurende het tijdperk dat begint op de eerste van de maand die volgt op die waarin de termijn van zes maanden verstrijkt en afloopt op het einde van de maand waarin een vordering overeenkomstig artikel 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek wordt ingesteld en, bij ontstentenis van een dergelijke vordering, op het einde van de maand waarin de voormelde beslissing ter kennis is gebracht. » .

Art. 43. In artikel 418 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Bij terugbetaling van belastingen worden moratoriuminteressen toegekend" vervangen door de woorden « Bij terugbetaling van belastingen, voorafbetalingen, nalatigheidsinterest, belastingverhogingen of administratieve boeten, wordt moratoriuminterest toegekend »;

2° in het derde lid worden de woorden "Die interesten worden berekend" vervangen door de woorden "Die interest wordt per kalendermaand berekend".

Art. 44. Artikel 419 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 419. - Geen moratoriuminterest wordt toegekend :

1° wanneer hij geen 200 frank per maand bedraagt;

2° wanneer de terugbetaling voortvloeit uit de kwijtschelding of de vermindering van een boete of een belastingverhoging toegekend als genademaatregel;

3° in geval van terugbetaling van het overschot van bedrijfsvoorheffing, roerende voorheffing of voorafbetalingen aan de verkrijger van de inkomsten, uiterlijk op het einde van de tweede maand die volgt op de maand waarin de aanslagtermijn vermeld in artikel 359 of in artikel 353 is verstreken;

4° in geval van terugbetaling van als roerende voorheffing of als bedrijfsvoorheffing gestorte bedragen aan de in de artikelen 261 en 270 bedoelde schuldenaars ervan;

5° in geval van terugbetaling van voorafbetalingen, met toepassing van artikel 376, § 4.

Wanneer de terugbetaling plaatsheeft na het verstrijken van de in het eerste lid, 3°, vastgestelde termijn, is de moratoriuminterest verschuldigd vanaf de dag volgend op die termijn. » .

Art. 45. A l'article 427, alinéa 2, du même Code, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1996, les mots "date d'exigibilité" sont remplacés par les mots "date d'échéance".

Art. 46. A l'article 445 du même Code, modifié par la loi du 22 juillet 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots "établie et" sont insérés entre les mots "est" et "recouvrée";

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 47. L'article 462, alinéa unique, du même Code, est abrogé.

Art. 48. L'article 469, alinéa 4, du même Code est abrogé.

Sous-Section 2. — Modifications apportées au Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 49. A l'article 2, alinéa 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, coordonné par l'arrêté royal du 23 novembre 1965, et remplacé par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 29 mars 1994, les mots "les articles 297 et 298, 300 à 302, 337, 354 à 359, 365 à 367, 370 à 392" sont remplacés par les mots "les articles 298, 300 à 302, 307, 337, 354 à 359, 365 à 378." .

Section 2. — Taxe sur la valeur ajoutée

Art. 50. L'article 62bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, inséré par la loi du 28 décembre 1992, est complété par les mots "délivrée avec l'accord conjoint de l'administrateur général des impôts et de l'administrateur général adjoint des impôts." .

Art. 51. L'article 74, § 4, du même Code est abrogé.

Art. 52. L'article 81 du même Code, modifié par la loi du 22 décembre 1977 et par la loi du 8 août 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 81.- L'action en recouvrement de la taxe, des intérêts et des amendes fiscales commence à se prescrire dès le jour où cette action naît. ».

Art. 53. Un article 81bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 81bis.- § 1^{er}. La prescription de l'action en recouvrement de la taxe, des intérêts et des amendes fiscales est acquise à l'expiration de la troisième année civile qui suit celle durant laquelle la cause d'exigibilité de ces taxes, intérêts et amendes fiscales est intervenue.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, cette prescription est toutefois acquise à l'expiration de la cinquième année civile qui suit celle durant laquelle la cause d'exigibilité de la taxe, des intérêts et des amendes fiscales est intervenue, dès lors que l'infraction visée aux articles 70 ou 71 a été commise dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, ladite prescription est en outre acquise à l'expiration de la septième année civile qui suit celle durant laquelle la cause d'exigibilité est intervenue, lorsque :

1° un renseignement, une enquête ou un contrôle, communiqués, effectués ou requis soit par un autre Etat membre de l'Union européenne selon les règles établies en la matière par le présent Code ou par la législation de cette Union, soit par une autorité compétente de tout pays avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition et se rapportant à l'impôt visé par cette convention, font apparaître que des opérations imposables n'ont pas été déclarées en Belgique ou que des déductions de la taxe y ont été opérées à tort;

2° une action judiciaire fait apparaître que des opérations imposables n'ont pas été déclarées ou que des déductions de la taxe ont été opérées, en Belgique, en violation des dispositions légales et réglementaires qui leur sont applicables;

3° des éléments probants, venus à la connaissance de l'administration, font apparaître que des opérations imposables n'ont pas été déclarées en Belgique ou que des déductions de la taxe y ont été opérées en infraction aux dispositions légales et réglementaires qui régissent la matière.

Art. 45. In artikel 427, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1996, worden de woorden « de datum van de eisbaarheid » vervangen door de woorden "de vervalddag".

Art. 46. In artikel 445 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden tussen de woorden "wordt" en "ingevorderd" de woorden "gevestigd en" ingevoegd;

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 47. Artikel 462, enig lid, van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 48. Artikel 469, vierde lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Onderafdeling 2. — Wijzigingen aangebracht in het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Art. 49. In artikel 2, eerste lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 23 november 1965, en vervangen bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 maart 1994, worden de woorden "de artikelen 297 en 298, 300 tot 302, 337, 354 tot 359, 365 tot 367, 370 tot 392" vervangen door de woorden "de artikelen 298, 300 tot 302, 307, 337, 354 tot 359, 365 tot 378".

Afdeling 2. — Belasting over de toegevoegde waarde

Art. 50. Artikel 62bis van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, ingevoegd door de wet van 28 december 1992, wordt aangevuld met de woorden, "afgeleverd met de gezamenlijke toestemming van de administrateur-generaal van de belastingen en van de adjunct-administrateur-generaal van de belastingen.".

Art. 51. Artikel 74, § 4, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 52. Artikel 81 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 december 1977 en bij de wet van 8 augustus 1980, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 81. - De vordering tot voldoening van de belasting, van de interesten en van de administratieve geldboeten begint te verjaren vanaf de dag dat deze vordering ontstaat. ».

Art. 53. Een als volgt luidend artikel 81bis wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 81bis. - § 1. Er is verjaring voor de vordering tot voldoening van de belasting, van de interesten en van de administratieve geldboeten, na het verstrijken van het derde kalenderjaar volgend op dat waarin de oorzaak van opeisbaarheid van die belasting, interesten en administratieve geldboeten zich heeft voorgedaan.

In afwijking van het eerste lid, is er evenwel verjaring na het verstrijken van het vijfde kalenderjaar volgend op dat waarin de oorzaak van opeisbaarheid van de belasting, van de interesten en van de administratieve geldboeten zich heeft voorgedaan, zodra de overtreding bedoeld in de artikelen 70 of 71 begaan is met bedrieglijk opzet of met het oogmerk te schaden.

In afwijking van het eerste en tweede lid is de bedoelde verjaring er bovendien na het verstrijken van het zevende kalenderjaar volgend op dat waarin de oorzaak van opeisbaarheid zich heeft voorgedaan, wanneer :

1° een inlichting, een onderzoek of een controle aantoonde dat belastbare handelingen niet werden aangegeven in België of dat er onrechtmatige belastingaftrekken werden toegepast en de inlichting werd medegedeeld of verzocht of het onderzoek of de controle werd uitgevoerd of verzocht door, hetzij een andere Lid-Staat van de Europese Unie, overeenkomstig de regels daartoe bepaald in dit Wetboek of in de regelgeving van deze Unie, hetzij een bevoegde overheid van enig ander land waarmee België een overeenkomst heeft gesloten tot het vermijden van dubbele belasting, in verband met de belasting waarop die overeenkomst van toepassing is;

2° een rechtsvordering aantoonde dat, in België, belastbare handelingen niet werden aangegeven of belastingaftrekken werden toegepast met overtreding van de wettelijke en verordeningsbepalingen die erop van toepassing zijn;

3° bewijskrachtige gegevens, waarvan de administratie kennis heeft gekregen, aantoonde dat belastbare handelingen niet werden aangegeven in België of dat er belastingaftrekken werden toegepast met overtreding van de wettelijke en verordeningsbepalingen die daarop van toepassing zijn.

§ 2. Lorsqu'il résulte de la procédure visée à l'article 59, § 2, que la taxe a été acquittée sur une base insuffisante, l'action en recouvrement de la taxe supplémentaire, des intérêts, des amendes fiscales et des frais de procédure se prescrit par deux ans à compter du dernier acte de cette procédure. ».

Art. 54. L'article 82 du même Code, modifié par la loi du 8 août 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 82.- L'action en restitution de la taxe, des intérêts et des amendes fiscales commence à se prescrire dès le jour où cette action naît. » .

Art. 55. Un article 82bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 82bis. - La prescription de l'action en restitution de la taxe, des intérêts et des amendes fiscales est acquise à l'expiration de la troisième année civile qui suit celle durant laquelle la cause de restitution de ces taxes, intérêts et amendes fiscales est intervenue. » .

Art. 56. A l'article 83 du même Code, modifié par la loi du 8 août 1980, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1^{er} et 2 deviennent respectivement les §§ 1^{er} et 2;

2° le § 1^{er}, nouveau, est complété par les alinéas suivants :

« Toute instance en justice relative à l'application ou au recouvrement de la taxe, qui est introduite par l'Etat belge, par le redevable de cette taxe ou par toute autre personne tenue au paiement de la dette en vertu du présent Code, des arrêtés pris pour son exécution ou du droit commun, suspend le cours de la prescription.

La suspension débute avec l'acte introductif d'instance et se termine lorsque la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée. » ;

3° dans le § 2, nouveau, les mots " aux actes interruptifs visés à l'alinéa précédent. " sont remplacés par les mots "aux actes interruptifs visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du présent article."

Art. 57. Dans l'article 84, alinéa 2, du même Code, les mots "statue sur les requêtes ayant pour objet la remise des amendes fiscales et " sont supprimés.

Art. 58. Un article 84ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 84ter.- Lorsqu'elle se propose d'appliquer le délai de prescription prévu à l'article 81bis, § 1^{er}, alinéa 2, l'administration qui a la taxe sur la valeur ajoutée dans ses attributions, est tenue, à peine de nullité du redressement, de notifier au préalable, par écrit et de manière précise, à la personne concernée, les indices de fraude fiscale qui existent, à son endroit, pour la période en cause. » .

Art. 59. L'article 89, alinéas 2 et 3, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une action en justice. ».

Art. 60. L'article 90 du même Code est abrogé.

Art. 61. L'article 92 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 92.- En cas d'appel du jugement qui a rejeté l'action en justice introduite par le débiteur, le receveur de la taxe sur la valeur ajoutée peut, eu égard aux données concrètes du dossier, en ce compris la situation financière du débiteur, notifier à celui-ci, par pli recommandé à la poste, une demande de consignation de tout ou partie des sommes dues. Le débiteur peut être autorisé à remplacer cette consignation par une sûreté réelle ou personnelle agréées par l'administration qui a la taxe sur la valeur ajoutée dans ses attributions.

Les sommes réclamées doivent être consignées ou la sûreté constituée, dans les deux mois de la notification.

A défaut de consignation des sommes ou de constitution de la sûreté dans le délai imparti, la juridiction saisie du recours doit, dans les trois mois à compter de l'expiration de ce délai, déclarer le recours irrecevable à moins que, sur requête motivée du débiteur dans les deux mois de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, elle ne conclue, dans la même période de trois mois, que la demande formée par le fonctionnaire chargé du recouvrement n'est pas fondée. » .

§ 2. Indien de in artikel 59, § 2, bedoelde procedure uitwijst dat de belasting over een ontoereikende maatstaf werd voldaan, verjaart de vordering tot voldoening van de aanvullende belasting, van de interesten, van de administratieve geldboeten en van de procedurekosten, door verloop van twee jaar te rekenen van de laatste daad in die procedure. ».

Art. 54. Artikel 82 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 82. - De vordering tot teruggaaf van de belasting, van de interesten en van de administratieve geldboeten begint te verjaren vanaf de dag dat deze vordering ontstaat. ».

Art. 55. Een als volgt luidend artikel 82bis wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 82bis. - Er is verjaring voor de vordering tot teruggaaf van de belasting, van de interesten en van de administratieve geldboeten, na het verstrijken van het derde kalenderjaar volgend op dat waarin de oorzaak van teruggaaf van die belasting, interesten en administratieve geldboeten zich heeft voorgedaan. ».

Art. 56. In artikel 83 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste en tweede lid worden respectievelijk §§ 1 en 2;

2° paragraaf 1, nieuw, wordt aangevuld met de volgende leden :

« Elk rechtsgeding met betrekking tot de toepassing of de invordering van de belasting dat wordt ingesteld door de Belgische Staat, door de schuldenaar van deze belasting of door ieder ander persoon die gehouden is tot de betaling van de schuld op grond van dit Wetboek, van de besluiten genomen ter uitvoering ervan of van het gemeen recht, schorst de verjaring.

De schorsing vangt aan met de akte van rechtsingang en eindigt wanneer de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan. » ;

3° in § 2, nieuw, worden de woorden « de in het vorige lid bedoelde stuiting » vervangen door de woorden "de in § 1, eerste lid, van dit artikel, bedoelde stuiting ".

Art. 57. In artikel 84, tweede lid, van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden " beslist ook over verzoeken om kwijtschelding van administratieve geldboeten en ".

Art. 58. Een als volgt luidend artikel 84ter wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 84ter. - Indien zij voornemens is de verjaringstermijn bepaald in artikel 81bis, § 1, tweede lid, toe te passen, moet de administratie bevoegd voor de belasting over de toegevoegde waarde, op straffe van nietigheid van de rechtzetting, voorafgaandelijk aan de betrokkene schriftelijk en nauwkeurig kennis geven van de vermoedens van belastingontduiking die tegen hem bestaan in de betreffende periode. ".

Art. 59. Artikel 89, tweede en derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De tenuitvoerlegging van het dwangbevel kan slechts worden gestuit door een vordering in rechte. ".

Art. 60. Artikel 90 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 61. Artikel 92 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 92. - In geval van beroep tegen het vonnis dat de door de schuldenaar ingestelde eis heeft verworpen, kan de ontvanger van de belasting op de toegevoegde waarde, gelet op de concrete gegevens van het dossier, met inbegrip van de financiële toestand van de schuldenaar, deze laatste kennisgeven bij een ter post aangetekende brief van een verzoek tot het in consignatie geven van het geheel of een gedeelte van de verschuldigde bedragen. Aan de schuldenaar kan worden toegestaan dat die consignatie wordt vervangen door een zakelijke of persoonlijke zekerheid die wordt aangenomen door de administratie bevoegd voor de belasting over de toegevoegde waarde.

De gevorderde bedragen dienen in consignatie te worden gegeven of de zekerheid dient te worden gevestigd binnen twee maanden vanaf de kennisgeving.

Bij gebreke van het in consignatie geven van de bedragen of het vestigen van de zekerheid binnen de bepaalde termijn, dient de rechtsinstantie waarbij de voorziening aanhangig is gemaakt, binnen drie maanden te rekenen vanaf het verstrijken van die termijn, de voorziening niet-ontvankelijk te verklaren, tenzij zij, op grond van een met redenen omkleed verzoekschrift ingediend door de schuldenaar binnen twee maanden vanaf de kennisgeving bedoeld in het eerste lid, besluit, binnen dezelfde termijn van drie maanden, dat het door de met de invordering belaste ambtenaar gedane verzoek niet gegrond is. ".

Art. 62. Un article 92bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 92bis.- Les délais d'opposition, d'appel et de cassation, ainsi que l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation sont suspensifs de l'exécution de la décision de justice. » .

Art. 63. L'article 93 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 93.- Le pourvoi en cassation est introduit par requête contenant, à peine de nullité, un exposé sommaire des moyens et l'indication des lois violées. La requête peut être signée et déposée, pour le demandeur, par un avocat. » .

Section 3. — Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 64. L'article 205 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est abrogé.

Art. 65. L'article 207septies, § 4, du même Code est abrogé.

Art. 66. L'article 219 du même Code, modifié par la loi du 4 août 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 219.- La solution des difficultés qui peuvent s'élever relativement à la perception des droits d'enregistrement avant l'introduction des instances, appartient au ministre des Finances.

Le ministre des Finances conclut les transactions avec les contribuables, pourvu qu'elles n'impliquent pas exemption ou modération d'impôt.

Dans les limites prévues par la loi, le montant des amendes fiscales proportionnelles et des accroissements prévus par le présent Code ou par les arrêtés pris pour son exécution, est fixé selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi. Cette disposition n'est toutefois pas applicable au montant des amendes proportionnelles prévues par les articles 203, alinéa 1^{er}, et 204, si ce n'est lorsque le contrevenant, avant toute réclamation de l'administration, aurait fait à celle-ci l'aveu spontané de la contravention ou est décédé. » .

Art. 67. L'article 221 du même Code, remplacé par la loi du 13 août 1947 et modifié par la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 221.- L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une action en justice. » .

Art. 68. L'article 222 du même Code, modifié par les lois du 13 août 1947 et du 22 décembre 1989, est abrogé.

Art. 69. L'article 224 du même Code, modifié par la loi du 13 août 1947, est abrogé.

Art. 70. Un article 225bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 225bis.- Les délais d'opposition, d'appel et de cassation, ainsi que l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation sont suspensifs de l'exécution de la décision de justice. » .

Art. 71. Un article 225ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 225ter.- Le pourvoi en cassation est introduit par requête contenant, à peine de nullité, un exposé sommaire des moyens et l'indication des lois violées. La requête peut être signée et déposée, pour le demandeur, par un avocat. » .

Section 4. — Droits de succession

Art. 72. L'article 133nonies, § 4, du Code des droits de succession est abrogé.

Art. 73. A l'article 141, alinéa 2, du même Code, les mots " Il statue sur les réclamations ayant pour objet la remise des amendes fiscales et " sont remplacés par les mots "Le ministre des Finances".

Art. 74. Un article 142³, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 142³.- Les délais d'opposition, d'appel et de cassation, ainsi que l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation sont suspensifs de l'exécution de la décision de justice. » .

Art. 62. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 92bis ingevoegd, luidende :

« Art. 92bis. - De termijnen van verzet, hoger beroep en cassatie, alsmede het verzet, het hoger beroep en de voorziening in cassatie schorsen de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke beslissing. " .

Art. 63. Artikel 93 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 93. - De voorziening in cassatie wordt bij verzoekschrift ingediend dat, op straffe van nietigheid, een bondige uiteenzetting van de middelen en de aanduiding van de geschonden wetten bevat. Het verzoekschrift mag voor de eiser en door een advocaat ondertekend en neergelegd worden. » .

Afdeling 3. — Registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 64. Artikel 205 van het Wetboek der registratie-,hypotheek- en griffierechten wordt opgeheven.

Art. 65. Artikel 207septies, § 4, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 66. Artikel 219 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 219. - De moeilijkheden die in verband met de heffing van de registratierechten vóór het inleiden der gedingen kunnen oprijzen, worden door de minister van Financiën opgelost.

De minister van Financiën gaat dadingen met de belastingplichtigen aan, voor zover zij geen vrijstelling of vermindering van belasting in zich sluiten.

Binnen de door de wet gestelde grenzen, wordt het bedrag van de proportionele fiscale boeten en de vermeerderingen vastgesteld in dit Wetboek of in de teruitvoering ervan genomen besluiten, bepaald volgens een schaal waarvan de trappen door de Koning worden vastgesteld. Deze bepaling geldt niet voor het bedrag van de proportionele fiscale boeten bepaald in de artikelen 203, eerste lid, en 204, behalve wanneer de overtreder hetzij uit eigen beweging en voordat het bestuur iets gevorderd heeft, de overtreding aan het bestuur bekend, hetzij overleden is. » .

Art. 67. Artikel 221 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 221. - De tenuitvoerlegging van het dwangbevel kan slechts worden gestuit door een vordering in rechte. » .

Art. 68. Artikel 222 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 13 augustus 1947 en 22 december 1989 wordt opgeheven.

Art. 69. Artikel 224 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 13 augustus 1947, wordt opgeheven.

Art. 70. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 225bis ingevoegd, luidende :

« Art. 225bis. - De termijnen van verzet, hoger beroep en cassatie, alsmede het verzet, het hoger beroep en de voorziening in cassatie schorsen de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke beslissing. » .

Art. 71. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 225ter ingevoegd, luidende :

« Art. 225ter. - De voorziening in cassatie wordt ingesteld bij verzoekschrift dat, op straffe van nietigheid, een bondige uiteenzetting van de middelen en de aanduiding van de geschonden wetten bevat. Het verzoekschrift mag voor de eiser door een advocaat ondertekend en neergelegd worden. » .

Afdeling 4. — Successierechten

Art. 72. Artikel 133nonies, § 4, van het Wetboek der successierechten wordt opgeheven.

Art. 73. In artikel 141, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Hij beslist over de verzoekschriften tot kwijtschelding van fiscale boeten en "vervangen door de woorden "De minister van Financiën".

Art. 74. Een artikel 142³, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 142³. De termijnen van verzet, hoger beroep en cassatie, alsmede het verzet, het hoger beroep en de voorziening in cassatie schorsen de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke beslissing. " .

Art. 75. Un article 142⁴, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 142⁴.- Le pourvoi en cassation est introduit par requête contenant, à peine de nullité, un exposé sommaire des moyens et l'indication des lois violées. La requête peut être signée et déposée, pour le demandeur, par un avocat. » .

Section 5. — Droits de timbre

Art. 76. L'article 67nonies, § 4, du Code des droits de timbre est abrogé.

Art. 77. A l'article 74, alinéa 2, du même Code, les mots " Il statue sur les pétitions ayant pour objet la remise des amendes fiscales et " sont remplacés par les mots " Le ministre des Finances".

Art. 78. L'article 76 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 76.- L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une action en justice. » .

Art. 79. L'article 77 du même Code est abrogé.

Art. 80. L'article 79 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 79.- Les délais d'opposition, d'appel et de cassation, ainsi que l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation sont suspensifs de l'exécution de la décision de justice. » .

Art. 81. Un article 79bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 79bis.- Le pourvoi en cassation est introduit par requête contenant, à peine de nullité, un exposé sommaire des moyens et l'indication des lois violées. La requête peut être signée et déposée, pour le demandeur, par un avocat. » .

Section 6. — Taxes assimilées au timbre

Art. 82. L'article 202³ du Code des taxes assimilées au timbre, inséré par l'arrêté-loi du 27 mars 1936, est abrogé.

Art. 83. A l'article 202⁴, alinéa 2, du même Code, les mots "Il statue sur les pétitions ayant pour objet la remise des amendes fiscales et " sont remplacés par les mots "Le ministre des Finances".

Art. 84. L'article 202⁶ du même Code, inséré par la loi du 13 juin 1951, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 202⁶.- L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une action en justice. » .

Art. 85. L'article 202⁷ du même Code, dont l'alinéa 1^{er} a été inséré par la loi du 13 juin 1951, et l'alinéa 2 par la loi du 24 décembre 1965, est abrogé.

Art. 86. L'article 207nonies, § 4, du même Code est abrogé.

Art. 87. L'article 210 du même Code, abrogé par la loi du 10 juillet 1969, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 210.- Les délais d'opposition, d'appel et de cassation, ainsi que l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation sont suspensifs de l'exécution de la décision de justice. » .

Art. 88. Un article 210bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 210bis.- Le pourvoi en cassation est introduit par requête contenant, à peine de nullité, un exposé sommaire des moyens et l'indication des lois violées. La requête peut être signée et déposée, pour le demandeur, par un avocat. » .

Section 7. — Droits de douane et d'accise

Art. 89. Les articles 213, alinéa 3, 215 et 216 de la loi générale sur les douanes et accises sont abrogés.

Art. 75. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 142⁴ ingevoegd, luidende :

« Art. 142⁴. - De voorziening in cassatie wordt ingesteld bij verzoekschrift dat, op straffe van nietigheid, een bondige uiteenzetting van de middelen en de aanduiding van de geschonden wetten bevat. Het verzoekschrift mag voor de eiser door een advocaat ondertekend en neergelegd worden. » .

Afdeling 5. — Zegelrechten

Art. 76. Artikel 67nonies, § 4, van het Wetboek der zegelrechten wordt opgeheven.

Art. 77. In artikel 74, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Hij beslist over de verzoekschriften tot kwijtschelding van fiscale boeten en "vervangen door de woorden "De minister van Financiën".

Art. 78. Artikel 76 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 76. - De tenuitvoerlegging van het dwangbevel kan slechts worden gestuit door een vordering in rechte. » .

Art. 79. Artikel 77 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 80. Artikel 79 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 79. - De termijnen van verzet, hoger beroep en cassatie, alsmede het verzet, het hoger beroep en de voorziening in cassatie schorsen de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke beslissing. » .

Art. 81. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 79bis ingevoegd, luidende :

« Art. 79bis. - De voorziening in cassatie wordt ingesteld bij verzoekschrift dat, op straffe van nietigheid, een bondige uiteenzetting van de middelen en de aanduiding van de geschonden wetten bevat. Het verzoekschrift mag voor de eiser door een advocaat ondertekend en neergelegd worden. » .

Afdeling 6. — Met het zegel gelijkgestelde taksen

Art. 82. Artikel 202³ van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, ingevoegd bij de wet van 27 maart 1936, wordt opgeheven.

Art. 83. In artikel 202⁴, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Hij beslist over de verzoekschriften tot kwijtschelding van fiscale boeten en" vervangen door de woorden "De minister van Financiën".

Art. 84. Artikel 202⁶ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 juni 1951, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 202⁶. - De tenuitvoerlegging van het dwangbevel kan slechts worden gestuit door een vordering in rechte. » .

Art. 85. Artikel 202⁷ van hetzelfde Wetboek, waarvan het eerste lid werd ingevoegd bij de wet van 13 juni 1951 en het tweede lid bij de wet van 24 december 1965, wordt opgeheven.

Art. 86. Artikel 207nonies, § 4, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 87. Artikel 210 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 10 juli 1969, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 210. - De termijnen van verzet, hoger beroep en cassatie, alsmede het verzet, het hoger beroep en de voorziening in cassatie schorsen de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke beslissing. » .

Art. 88. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 210bis ingevoegd, luidende :

« Art. 210bis. - De voorziening in cassatie wordt ingesteld bij verzoekschrift dat, op straffe van nietigheid, een bondige uiteenzetting van de middelen en de aanduiding van de geschonden wetten bevat. Het verzoekschrift mag voor de eiser door een advocaat ondertekend en neergelegd worden. » .

Afdeling 7. — Douane- en accijnsrechten

Art. 89. De artikelen 213, derde lid, 215 en 216 van de algemene wet inzake douane en accijnzen worden opgeheven.

Section 8. — Redevances radio et télévision

Art. 90. L'article 26, alinéas 3 et 4, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision est remplacé par la disposition suivante :

« L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une action en justice. » .

Section 9. — Taxes provinciales et communales

Art. 91. L'article 9 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 9.- Le redevable peut introduire une réclamation contre une taxe provinciale ou communale respectivement auprès du gouverneur ou du collège des bourgmestre et échevins, qui agissent en tant qu'autorité administrative.

Le Roi détermine la procédure applicable à cette réclamation. » .

Art. 92. L'article 10 de la même loi est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 10.- La décision prise par une des autorités visées à l'article 9 peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal de première instance dans le ressort duquel la taxe a été établie.

A défaut de décision, la réclamation est réputée fondée. Les articles 1385decies et 1385undecies du Code judiciaire sont applicables.

Le jugement du tribunal de première instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la cour d'appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.".

Art. 93. L'article 11 de la même loi est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 11.- Les formes, délais ainsi que la procédure applicables aux recours visés à l'article 10 sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.".

Art. 94. Dans l'article 12 de la même loi, le chiffre 8 est remplacé par le chiffre 7.

Section 10. — Dispositions relatives à la compétence des fonctionnaires et agents de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus

Art. 95. L'article 87 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 87. — L'Administration de l'inspection spéciale des impôts et l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus et leurs fonctionnaires ont les pouvoirs que les dispositions légales et réglementaires en matière d'impôts, droits et taxes attribuent aux administrations fiscales et à leurs fonctionnaires.".

CHAPITRE III. — *Modification apportée à l'arrêté royal n°185 du 9 juillet 1935*

Art. 96. L'article 38bis de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, inséré par l'article 153, 1°, de la loi du 22 mars 1993, est remplacé comme suit :

« Art. 38bis.- La Commission bancaire et financière ne connaît pas de questions d'ordre fiscal.

Toutefois, la Commission bancaire et financière dénonce aux autorités judiciaires les mécanismes particuliers ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale dans le chef de tiers mis en place par un établissement de crédit ou une entreprise d'investissement dont elle assure le contrôle, lorsqu'elle a connaissance du fait que ces mécanismes particuliers constituent, dans le chef de ces établissements ou entreprises mêmes, en tant qu'auteur, coauteur ou complice, un délit fiscal sanctionné pénalement. » .

Afdeling 8. — Kijk- en luistergeld

Art. 90. Artikel 26, derde en vierde lid, van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De tenuitvoerlegging van het dwangbevel kan slechts worden gestuit door een vordering in rechte. ».

Afdeling 9. — Provincie- en gemeentebelastingen

Art. 91. Artikel 9 van de wet van 24 december 1996 betreffende de wijziging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 9. - De belastingplichtige kan een bezwaar tegen een provincie- of gemeentebelasting indienen respectievelijk bij de gouverneur of bij het college van burgemeester en schepenen, die als bestuursoverheid handelen.

De Koning bepaalt de op dit bezwaar toepasselijke procedure. ».

Art. 92. Artikel 10 van dezelfde wet wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 10. - Tegen de beslissing genomen door de in artikel 9 bedoelde overheden kan beroep ingesteld worden bij de rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied waarin de belasting gevestigd werd.

Bij ontstentenis van beslissing wordt het bezwaar geacht gegrond te zijn. De artikelen 1385decies en 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing.

Tegen het vonnis van de rechtbank van eerste aanleg kan verzet of beroep ingesteld worden.

Tegen het arrest van het hof van beroep kan voorziening in cassatie ingesteld worden. ».

Art. 93. Artikel 11 van dezelfde wet wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 11. - De vormen, de termijnen evenals de rechtspleging die toepasselijk zijn op de in artikel 10 bedoelde beroepen worden geregeld zoals inzake Rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen. ».

Art. 94. In artikel 12 van dezelfde wet wordt het nummer 8 vervangen door het nummer 7.

Afdeling 10. — Bepalingen met betrekking tot de bevoegdheid van de ambtenaren van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit

Art. 95. Artikel 87 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 87. - De Administratie van de bijzondere belastinginspectie en de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit en hun ambtenaren hebben de bevoegdheden die door de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake belastingen, rechten en taksen worden verleend aan de fiscale administraties en aan hun ambtenaren. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935*

Art. 96. Artikel 38bis van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, ingevoegd bij artikel 153, 1°, van de wet van 22 maart 1993, wordt vervangen door de volgende tekst:

« Art. 38bis. - De Commissie voor het bank- en financiewezen is niet bevoegd inzake belastingaangelegenheden.

De Commissie voor het bank- en financiewezen doet evenwel bij het gerecht aangifte van de bijzondere mechanismen die door een kredietinstelling of een beleggingsonderneming die onder haar toezicht staat, zijn opgezet met als doel of gevolg fiscale fraude door derden te bevorderen, wanneer zij er kennis van heeft dat deze bijzondere mechanismen voor de kredietinstelling of beleggingsonderneming zelf, als dader, mededader of medeplichtige, een onder het strafrecht vallend fiscaal misdrijf vormen. ».

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

Art. 97. En ce qu'ils modifient les règles de procédure :

- les articles 11, 20 à 32, 42 à 44 et 49 de la présente loi produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 1999;

- les articles 56 et 58 à 62 de la présente loi s'appliquent aux taxes, intérêts et amendes fiscales lorsque leur cause d'exigibilité est intervenue au plus tôt le 1^{er} janvier 1999.

En ce que la présente loi en ses articles 24 et 33 confère un droit de réclamation ou de signaler une surtaxe visée à l'article 376 du Code des impôts sur les revenus 1992, au conjoint séparé de fait sur les biens duquel l'imposition établie au nom de l'autre conjoint est mise en recouvrement, ces dispositions entrent en vigueur dès publication de la loi.

Sauf pour l'application du Code des impôts sur les revenus 1992, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, les recours introduits devant les cours, les tribunaux et les autres instances à partir du 1^{er} janvier 1999 le seront suivant les dispositions en matière de procédure telles qu'elles sont modifiées par la présente loi. Les procédures pendantes au 31 décembre 1998 seront toutefois poursuivies et clôturées conformément aux règles en vigueur à cette date.

Les articles 347 à 350 du Code des impôts sur les revenus 1992, tels qu'ils existaient avant d'être abrogés par les articles 14 à 17 de la présente loi, restent applicables aux avis de rectification ou d'imposition d'office pour lesquels la procédure de consultation de la commission fiscale ou du comité d'avis n'est pas terminée.

L'article 13 de la présente loi est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1999.

Les accords conclus en vertu de l'article 343 du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il existait avant d'être abrogé par l'article 13 de la présente loi, sortissent toutefois leurs pleins effets pour les exercices ultérieurs, sans préjudice de l'application du § 3 dudit article 343 et de l'article 368 du même Code tel qu'il était rédigé avant son abrogation par l'article 26 de la présente loi.

Les articles 81 et 82 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, tels qu'ils existaient avant d'être respectivement modifiés par les articles 52 et 54 de la présente loi restent applicables aux actions en recouvrement et aux actions en restitution de la taxe, des intérêts et des amendes fiscales qui sont nées avant le 1^{er} janvier 1999.

L'article 95 produit ses effets le 2 juillet 1997.

L'article 34 de la présente loi, en ce qu'il abroge les articles 377 à 392 du Code des impôts sur les revenus 1992, sortit ses effets le 1^{er} mars 1999. Les articles 377 à 392 du Code des impôts sur les revenus 1992, tels qu'ils existaient avant leur abrogation par l'article 34 de la présente loi, demeurent toutefois applicables aux recours introduits avant cette date. Les articles 462 du Code des impôts sur les revenus 1992, 74, § 4, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, 207septies, § 4, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, 133nonies, § 4, du Code des droits de succession, 67nonies, § 4, du Code des droits de timbre et 207nonies, § 4, du Code des taxes assimilées au timbre, tels qu'ils existaient avant d'être respectivement abrogés par les articles 47, 51, 65, 72, 76 et 86, de la présente loi, restent applicables chaque fois qu'un juge saisi de l'action publique a, en application de l'une de ces dispositions, décidé de surseoir à statuer sur des préventions.

CHAPITRE V. — *Dispositions diverses*

Art. 98. Le directeur des contributions ou le fonctionnaire délégué par lui statue sur les réclamations en tant qu'autorité administrative.

Art. 99. Le Roi est habilité à modifier la législation fiscale fédérale, par arrêté délibéré en Conseil des ministres aux fins de modifier les références que fait cette législation aux dénominations des administrations fiscales, des fonctions et des grades de certains agents du ministère des Finances.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 97. Voor zover zij de procedureregels wijzigen :

- treden de artikelen 11, 20 tot 32, 42 tot 44 en 49 van deze wet in werking vanaf het aanslagjaar 1999;

- zijn de artikelen 56 en 58 tot 62 van deze wet van toepassing op de belastingen, interesten en fiscale boeten wanneer de oorzaak van eisbaarheid zich heeft voorgedaan ten vroegste op 1 januari 1999.

In de mate dat deze wet met de artikelen 24 en 33 een recht van bezwaar of van het ter kennis brengen van overbelastingen, bedoeld in artikel 376 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, toekent aan de feitelijk gescheiden echtgenoot op wiens goederen de aanslag, gevestigd op naam van de andere echtgenoot, wordt ingevorderd, treden deze bepalingen in werking met ingang van de publicatie van de wet.

Behalve voor de toepassing van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, zullen de verhalen voor de hoven, de rechtbanken en de andere instanties vanaf 1 januari 1999 worden ingesteld overeenkomstig de bepalingen inzake de procedure zoals zij zijn gewijzigd door deze wet. De procedures die nog niet afgehandeld zijn op 31 december 1998 zullen evenwel worden voortgezet en afgehandeld overeenkomstig de op die datum geldende regels.

De artikelen 347 tot 350 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zoals zij bestonden alvorens te zijn opgeheven door de artikelen 14 tot 17 van deze wet, blijven van toepassing met betrekking tot de berichten van wijziging of de berichten van aanslag van ambtswege waarvoor de procedure van raadpleging van de fiscale commissie of van het comité van advies nog niet is beëindigd.

Artikel 13 van deze wet is van toepassing vanaf het aanslagjaar 1999.

De akkoorden die zijn gesloten op grond van artikel 343 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zoals het bestond alvorens door artikel 13 van deze wet te zijn opgeheven, behouden evenwel hun volle uitwerking voor de latere aanslagjaren, onverminderd de toepassing van § 3 van genoemd artikel 343 en van artikel 368 van hetzelfde Wetboek zoals het was opgesteld vóór de opheffing ervan door artikel 26 van deze wet.

De artikelen 81 en 82 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, zoals zij bestonden alvorens zij respectievelijk zijn gewijzigd door de artikelen 52 en 54 van deze wet, blijven van toepassing op de vorderingen tot voldoening en de vorderingen tot teruggaaf van de belasting, van de interesten en van de administratieve boeten die zijn ontstaan vóór 1 januari 1999.

Artikel 95 heeft uitwerking met ingang van 2 juli 1997.

Artikel 34 van deze wet, voor zover het de artikelen 377 tot 392 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 opheft, treedt in werking op 1 maart 1999. De artikelen 377 tot 392 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zoals ze bestonden vóór hun opheffing door artikel 34 van deze wet, blijven evenwel van toepassing op de beroepen die vóór deze datum zijn ingeleid. De artikelen 462 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, 74, § 4, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, 207septies, § 4, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, 133nonies, § 4, van het Wetboek der successierechten, 67nonies, § 4, van het Wetboek der zegelrechten en 207nonies, § 4, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, zoals ze bestonden voor hun opheffing bij respectievelijk de artikelen 47, 51, 65, 72, 76 en 86, van deze wet, blijven van toepassing, ingeval een rechter bij wie de strafvordering aanhangig is, met toepassing van een van die bepalingen besloten heeft de uitspraak over een of meerdere tenlasteleggingen uit te stellen.

HOOFDSTUK V. — *Diverse bepalingen*

Art. 98. De directeur van de belastingen of de door hem gedelegeerde ambtenaar beslist over de bezwaarschriften in zijn hoedanigheid van administratieve overheid.

Art. 99. De Koning is bij een in Ministerraad overlegd besluit gemachtigd de federale fiscale wetgevingen te wijzigen teneinde de verwijzingen die deze wetgeving maakt naar de benamingen van de fiscale administraties, de functies en de graden van bepaalde ambtenaren van het ministerie van Financiën, te wijzigen.

Les arrêtés royaux en vertu de l'alinéa 1^{er} feront l'objet d'un projet de loi de confirmation qui sera soumis immédiatement aux Chambres législatives et déposés à la Chambre des représentants.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

T. VAN PARYS

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) Références parlementaires :

Chambre des représentants

Session ordinaire 1997-1998 et 1998-1999.

Documents parlementaires - Projet de loi, n° 1341/1. — Amendements, n°s 1341/2 à 1341/16. - Rapport, n° 1341/17. - Texte adopté par la commission des finances et du budget, n° 1341/18. - Amendements, n° 1341/19. - Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1341/20. - Projet amendé par le Sénat, n° 1341/21. - Amendements, n° 1341/22. - Rapport, n° 1341/23. - Texte adapté en séance plénière et soumis à la Sanction Royale, n° 1341/24.

Annales de la chambre des représentants :

22 et 28 avril 1998 et 2 et 4 mars 1999.

Sénat

Séance extraordinaire 1995

Documents parlementaires.- Décisions de la commission parlementaire de concertation, n° 1-82/34, 36 et 38.

Séance ordinaire 1997-1998 et 1998-1999

Documents parlementaires - Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-966/1. - Amendements, n°s 1-966/2 à 1-966/10. - Rapport, n° 1-966/11. - Texte adopté par la commission des finances et des affaires économiques, n° 1-966/12. - Amendements, n°s 1-966/13 et 1-966/14. - Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 1-966/15.

Annales du Sénat :

20 et 21 janvier 1999.

De krachtens het eerste lid genomen koninklijke besluiten, zullen in de vorm van een ontwerp van bekrachtigingswet onmiddellijk aan de wetgevende Kamers worden voorgelegd en worden ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARIJS

—————
Nota

(1) Parlementaire verwijzingen

Kamer van volksvertegenwoordigers

Gewone zitting 1997-1998 en 1998-1999

Parlementaire stukken - Wetsvoorstel, nr. 1341/1. - Amendementen, nrs. 1341/2 tot 1341/16. - Verslag, nr. 1341/17. - Tekst aangenomen door de commissie voor de Financiën en de Begroting, nr. 1341/18. - Amendementen, nr. 1341/19. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1341/20. - Tekst geamendeerd door de Senaat, nr. 1341/22. - Verslag nr. 1341/23. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1341/24.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

22 en 28 april 1998 en 2 en 4 maart 1999.

Senaat

Buitengewone zitting 1995

Parlementaire stukken.- Beslissingen van de parlementaire overlegcommissie, nr. 1-82/34,36 en 38.

Gewone zitting 1997-1998 en 1998-1999

Parlementaire stukken.- Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-966/1. - Amendementen, nrs. 1-966/2 tot 1-966/10. - Verslag, nr. 966/11. - Tekst aangenomen door de commissie voor de Financiën en de Economische aangelegenheden, nr. 1-966/12. - Amendementen, nrs. 1-966/13 en 1-966/14. - Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-966/15.

Handelingen van de Senaat :

20 en 21 januari 1999.

F. 99 — 865

[C - 99/03181]

23 MARS 1999. — Loi relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code judiciaire*

Art. 2. § 1^{er}. A l'article 42, 1°, du Code judiciaire, les mots "au cabinet du ministre compétent pour en connaître" sont remplacés par les mots "au cabinet du ministre compétent pour en connaître ou au bureau du fonctionnaire désigné par celui-ci".

§ 2. L'article 705, alinéa 1^{er}, du même Code, est complété par les mots "ou au bureau du fonctionnaire désigné par celui-ci".

N. 99 — 865

[C - 99/03181]

23 MAART 1999. — Wet betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek*

Art. 2. § 1. In artikel 42, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden "op het kabinet van de minister die bevoegd is om er kennis van te nemen" vervangen door de woorden "op het kabinet van de minister die bevoegd is om er kennis van te nemen of op het kantoor van de door hem aangewezen ambtenaar".

§ 2. Artikel 705, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de woorden "of aan het kantoor van de door hem aangewezen ambtenaar".